

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°5141 - Lundi 15 Juin 2026 - Prix : 200 Fc

COOPÉRATION :

29 jeunes Comoriens en formation en Chine



ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iraladjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :
541m² - 49€/m²

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :
1.500m² - 60€/m²

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l océan.
-> 1.200m² - 49€/m² / -> 2.492m² - 49€/m²

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :
4.000m² - 49€/m²

Contact whatsapp : +269 333 21 02

28 Dhul-Hedja 1447
Prières aux heures officielles
Du 13 au 15 Juin 2026

Lever du soleil:

06h 21mn

Coucher du soleil:

17h 49mn

Fadjr : 05h 11mn

Dhouhr : 12h 10mn

Ansr : 15h 04mn

Maghrib: 17h 52mn

Incha: 19h 06mn



JOURNÉE MONDIALE DU DON DE SANG :

L'urgence d'un engagement volontaire régulier

À l'occasion de la Journée mondiale du don du sang, placée cette année sous le thème « Une goutte d'humanité. Donnez du sang. Sauvez des vies », l'Afrique enregistre des progrès réels avec près de 7 millions de dons. Cependant, chez nous, la banque de sang connaît fréquemment des ruptures de stock.

À l'hôpital de référence par exemple, la banque de sang de l'unité de transfusion fonctionne en flux tendu, obligeant les familles à trouver elles-mêmes des donneurs de remplacement face à la rareté du bénévolat régulier.

Dans son message pour 2026, le directeur régional de l'OMS pour l'Afrique rappelle que chaque jour, des femmes en couches, des enfants atteints de paludisme sévère, des accidentés de la route ou des malades chroniques dépendent d'une transfusion. L'accès à du sang sécurisé n'est pas un luxe, c'est une condition de survie et de résilience des systèmes de santé. Cela dit, les chiffres montrent une dynamique réelle. Le nombre de dons est passé d'environ 2,2 millions au début des années 2000 à près de 7 millions en 2023, avec près de 7 dons sur 10 provenant désormais de donneurs volontaires non rémunérés. Pourtant

l'écart reste béant. L'Afrique ne collecte en moyenne que six dons pour 1 000 habitants, un niveau très inférieur aux besoins fondamentaux, et l'OMS s'est fixé comme jalon d'atteindre justement ces six dons pour 1 000 d'ici 2027. Les pénuries, les inégalités d'accès et le dépistage incomplet de certains agents infectieux continuent de fragiliser la sécurité transfusionnelle.

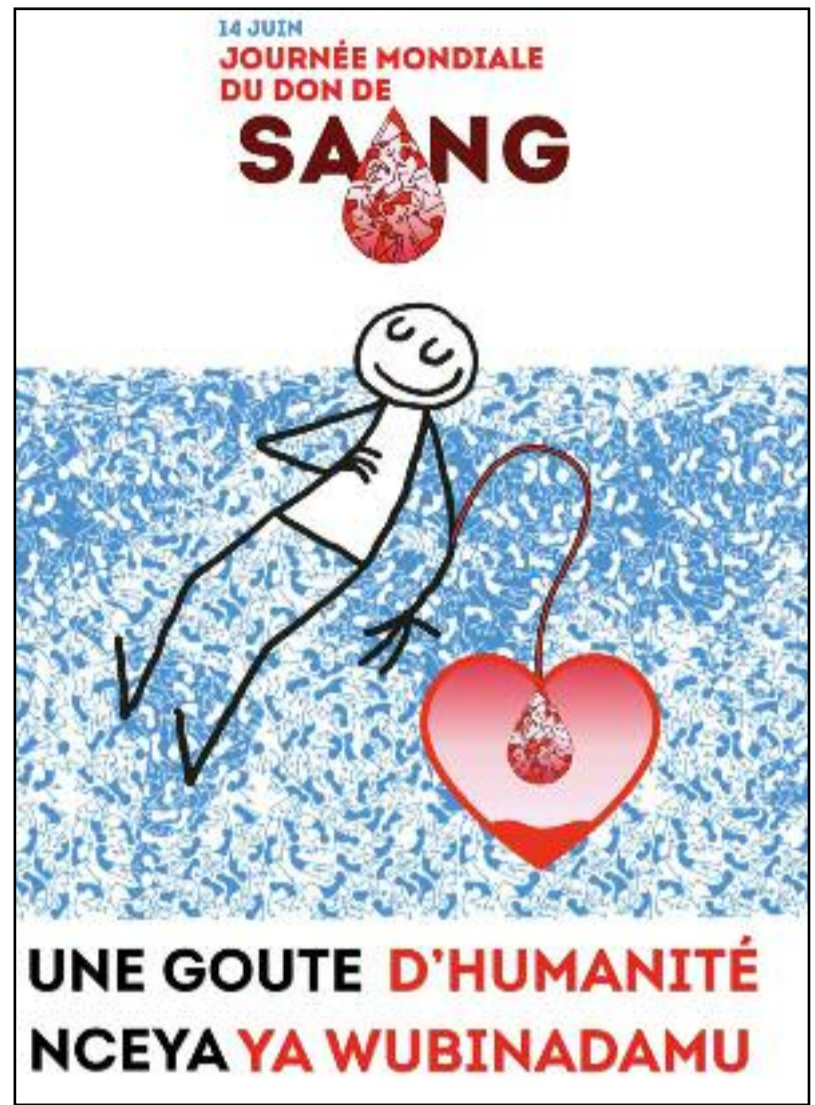
Chez nous, aucun programme de célébration n'est prévu cette semaine, mais le besoin, lui, ne fait pas relâche. Au CHN El-Maarouf au sein de l'unité de transfusion du laboratoire, la banque de sang tourne en flux tendu. Faute de stock, les familles de patients sont systématiquement invitées à trouver elles-mêmes des donneurs de remplacement, une pratique qui fait basculer la solidarité vers l'urgence individuelle. Le don volontaire régulier peine à s'installer. Quelques entreprises mobilisent leurs salariés, mais le bénévolat reste plus ou moins rare. Ce sont, de façon ponctuelle, les gendarmes, les étudiants de l'Université des Comores ou quelques organisations de la société civile et entreprises privées qui organisent des collectes pour renflouer les réserves occasionnellement.

Les freins évoqués à Moroni rejoignent ceux listés par l'OMS :

nombre insuffisant de donneurs réguliers, infrastructures limitées, idées reçues et croyances culturelles qui dissuadent. Dans ce contexte, la dépendance aux dons familiaux, souvent réalisés dans la précipitation, pèse à la fois sur la disponibilité et sur la sécurité. Le message régional insiste : les gouvernements doivent prioriser et financer des programmes nationaux équitables, les professionnels doivent renforcer la qualité et l'innovation, les communautés doivent valoriser leurs donneurs. Car donner son sang, rappelle le directeur régional, c'est donner de l'espoir et de la dignité, pas seulement un produit médical.

Cela suppose des collectes mobiles régulières, un partenariat structuré avec les employeurs publics et privés, et une information continue dans les écoles et les quartiers pour sensibiliser au volontariat. À l'occasion de cette journée, le message reste qu'une poche peut faire la différence pour par exemple un accouchement qui tourne mal ou en cas d'accident grave, entre un enfant anémié et une rentrée sauvée. Pour rappel, pour faire un don de sang, vous devez être en bonne santé, avoir entre 18 et 60 ans et peser au minimum 50 kg.

Hamdi Abdillahi Rahilie



SANTÉ BUCCO-DENTAIRE :

L'ONG Maeеча sensibilise les écoliers de Mbouéni

Lundi 8 juin, l'école primaire publique de Mbouéni a accueilli une campagne de sensibilisation sur l'hygiène bucco-dentaire menée par l'ONG Maeеча en collaboration avec La Chaîne de l'Espoir. Entre jeux éducatifs et alertes médicales, l'objectif était d'enseigner l'hygiène bucco-dentaire pour prévenir de graves maladies cardiaques, et structurer un suivi médical permanent.

Après la récréation de 10 heures, le silence s'installe dans la salle de classe. Face aux élèves et à leurs parents, Dr Nassur-Eddine Daniel, dentiste au Service de Santé Militaire de Moroni, brandit une grande mâchoire artificielle. Avec précision, il montre les mouvements du brossage, traque les premiers signes d'une carie et liste les dangers des sucreries. « C'est à vous, parents, d'inculquer l'hygiène bucco-dentaire aux enfants », a-t-il insisté. Derrière cette démonstration se cache un enjeu de santé publique souvent méconnu : le lien direct entre les infections dentaires et les cardiopathies acquises chez les jeunes. Présente sur place, la Dre Yacine Mohamed Saïdi, pédiatre au CHN El-Maarouf, collabore régulièrement avec l'ONG. Son constat

est sans appel : « La bouche est la porte d'entrée de notre corps. Si une carie n'est pas traitée, les microbes s'infiltrant dans le sang jusqu'à atteindre et détruire notre organisme, y compris les valves du cœur. »

Les spécialistes ont rappelé aussi que les angines persistantes négligées partagent ce triste potentiel, pouvant mener à de graves complications cardiaques ou rénales. Afin de faire comprendre le

message chez les plus jeunes écoliers, l'ONG Maeеча a déployé deux animateurs vedettes. Grâce à des jeux ludiques et interactifs, l'agitation de la salle s'est transformée en une écoute attentive. Mission réussie pour l'écolier Halim, 10 ans, qui retient l'essentiel : « J'ai compris qu'il faut se brosser les dents au moins deux fois par jour, matin et soir, sinon les microbes vont au cœur et on tombe gravement

malade. » Pour les organisateurs, l'impact doit être pérenne au-delà d'une journée de sensibilisation.

Ainsi, les parents d'élèves présents ont été incités non pas seulement à veiller au quotidien à l'hygiène bucco-dentaire de leurs enfants, mais à normaliser par ailleurs une visite dentaire annuelle pendant les vacances. Grâce au réseau de La Chaîne de l'Espoir et des hôpitaux locaux, un système

d'orientation est mis en place pour offrir si nécessaire des soins directs aux enfants dépistés à risque. Menée également à Anjouan, Mohéli et Ngazidja, cette campagne cible cette année les établissements publics du centre, après avoir couvert le nord et le sud l'an passé.

Hamdi Abdillahi Rahilie





DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP_KM, P177816), DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Objet :: Recrutement d'un(e) expert(e) en infrastructure et développement rural

La Coordination Nationale du Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP-KM) lance un Appel à Manifestation d'intérêts pour le **Recrutement d'un(e) expert(e) national (e) en infrastructure et développement rural**

La date limite de soumission est fixé au **23/ 06 / 2026 à 14h00.**

Pour postuler, envoyer le dossier de candidature par mail à l'adresse suivante : projetfsrp@gmail.com ; Ou physiquement au siège du FSRP_KM, sis au Ministère de l'Agriculture à Mdé – Ex Cefader.

Lancé le 09 juin 2026

COOPÉRATION :

29 jeunes Comoriens participent à une formation en Chine

Dans le cadre de la coopération sino-africaine, 29 jeunes Comoriens issus de différentes institutions participent actuellement à une formation en Chine sur la technologie de transformation et de conservation des produits agricoles, destinés aux Comores. Financée par le ministère du Commerce chinois et organisée par le groupe de l'Académie chinoise des sciences de mécanisation agricole (CAAMS), cette formation de 20 jours permettra aux participants de mieux comprendre et améliorer les technologies en question.

Au cours de ces 20 jours, les participants visiteront également des sites historiques, notamment la Grande Muraille de Juyongguan, ainsi que d'autres lieux emblématiques de la République

populaire de Chine. Des échanges entre les participants et les assistants de l'académie seront également organisés, offrant une opportunité unique de découvrir l'histoire et la culture chinoises. Lors de la cérémonie d'ouverture, Bouchra Ahmed Abdou, du département de la communication de l'Union des Chambres de commerce des Comores, désignée par le doyen de la délégation, Maire Danouni Elhad, pour prononcer le discours en valorisation du genre, a salué la Chine et les organisateurs pour cette opportunité offerte aux jeunes Comoriens. « Depuis de nombreuses années, les relations d'amitié et de coopération entre Moroni et Pékin n'ont cessé de se renforcer, marquant aujourd'hui plus de 50 années de liens solides fondés sur le respect mutuel, la solidarité et la coopération sincère entre

nos deux peuples. L'Union des Comores salue particulièrement l'engagement constant de l'ambassade de Chine à Moroni dans l'accompagnement et le renforcement des capacités dans plusieurs domaines tels que l'agriculture, l'éducation, la santé, les infrastructures, la technologie et le développement humain. Cet appui précieux contribue au développement de nos compétences et au progrès de nos nations », a-t-elle déclaré.

« Dans un contexte mondial où les défis liés à la sécurité alimentaire, à la valorisation des produits agricoles et au développement durable deviennent cruciaux, la maîtrise des technologies de conservation et de transformation constitue une réponse stratégique indispensable. Pour l'Union des Comores, où l'agriculture demeure le pilier de notre écono-

mie, l'enjeu est double : réduire les pertes post-récolte afin de garantir une meilleure disponibilité des denrées tout au long de l'année et valoriser notre production locale ainsi que nos produits de rente pour favoriser l'émergence d'une véritable industrie agroalimentaire », a-t-elle ajouté. Elle poursuit : « La Chine, forte de son expertise reconnue dans le domaine de la modernisation agricole et de la sécurité alimentaire, est le partenaire idéal pour nous accompagner dans cette transition. Le partage de vos connaissances et de vos innovations technologiques nous permettra de renforcer nos capacités techniques et de concrétiser notre ambition de souveraineté alimentaire. Je suis convaincue que les enseignements dispensés durant ce séjour à Beijing nous permettront d'acquérir les compétences nécessaires pour

moderniser nos pratiques et créer de la valeur ajoutée au sein de nos filières agricoles. »

De son côté, le directeur général du programme de formation, Ma Teng, a salué l'ambition et la participation des Comores à cette initiative. Il a également encouragé les participants à fournir beaucoup d'énergie et de concentration pour tirer le maximum de cette formation. « Comme vous l'avez confirmé, la République populaire de Chine a toujours soutenu le développement des Comores. Cette formation est très importante pour vous, jeunes participants. Il faut rester concentré durant ces vingt jours. J'espère qu'à travers cette formation, vous serez capables de rapporter cette expertise et de la mettre en œuvre dans votre pays », a-t-il déclaré.

Nassuf Ben Amad

PRIÈRE POUR SAMBI :

La mosquée de Badjanani bouclée par les forces de l'ordre

Samedi, des hommes et des femmes venus réciter ne prière pour l'ancien président Ahmed Abdallah Sambhi, détenu depuis plus de huit ans, et dont l'état de santé s'est dégradé ces dernières semaines, ont trouvé la mosquée de Badjanani fermée par un cordon de forces de l'ordre. Une opération jugée disproportionnée par beaucoup et qui a transformé une invocation religieuse en affaire d'État.

"Il devait s'agir d'un recueillement. C'est devenu une démonstration de force », a martelé un participant. Ce samedi matin, des fidèles, se sont rendus ensemble à la mosquée de Badjanani à Moroni afin de prier pour la santé de l'ancien chef de l'État, Sambhi. A l'entrée du lieu de culte, un dispositif les attendait : police nationale, gendarmerie et

éléments du PIGN bloquent l'accès.

Refoulés, ils se sont repliés sur le parvis, et commencé à réciter des versets du coran. La scène, filmée, a vite circulé sur les réseaux sociaux. La veille, vendredi 12, des imams et prêcheurs de certaines villes tels que Ntsudjini et Ntsaouéni avaient déjà organisé des prières similaires. L'intention était la même : demander guérison pour Sambhi, dont l'état de santé inquiète. Ils ont imploré Dieu, loin des caméras, dans une démarche purement spirituelle que personne n'avait songé à politiser jusqu'ici.

Pour rappel, l'ancien président Ahmed Abdallah Mohamed Sambhi, 67 ans, qui a dirigé l'Union de 2006 à 2011, est emprisonné depuis mai 2018. Condamné en novembre 2022 par la Cour de sûreté dans l'affaire de la citoyenneté économique, il purge sa peine de perpétuité, à domicile, et entame sa huitième

année de détention. Cela fait un moment déjà que ses proches alertent sur des problèmes chroniques de santé et réclament une évacuation sanitaire, demande désormais portée par un élan humanitaire plus large. C'est dans ce climat qu'est née l'idée de cette prière collective. Ahmed Hassane El-Barwane, secrétaire général du parti Juwa, insiste : ce n'était ni un meeting politique ni une manifestation. Aucune explication officielle n'a été donnée. Des sources sécuritaires évoquent l'ordre public. Un argument fragile face au profil des participants : personnes âgées, mères de famille, sans banderole ni slogan. Rien ne justifiait un tel déploiement.

L'intervention a produit l'inverse. En voulant empêcher l'événement, les autorités lui ont offert une tribune. Les caméras, attirées par le déploiement, ont interrogé Razida, membre de l'opposition et l'ancien



député Msaidi. « Ce sont des simples citoyens, pas seulement des militants politiques, venus prier pour un malade. Dans un pays musulman, empêcher cela n'a aucun sens », ont-ils déclaré. Peu après, Razida a d'ailleurs été interpellé sans heurts et conduit à la gendarmerie avant d'être relâché dans la

soirée. Finalement, en interdisant la mosquée à des citoyens, ces agents n'ont pas empêché une prière. Ils l'ont amplifiée, déplacée dehors sur le trottoir, sous les regards des automobilistes, et l'ont transformée en symbole.

Hamdi Abdillahi Rahilie

ÉVACUATION SANITAIRE DE SAMBI :

Le chef de l'Etat appelle à un cadre strictement médical

Dans une correspondance officielle datée du 8 juin 2026, le président Azali Assoumani, répond à une demande du parti JUWA concernant l'évacuation sanitaire de l'ancien

président Ahmed Abdallah Mohamed Sambhi. Tout en se montrant attentif, il insiste sur le respect des procédures légales et du cadre médical, loin de toute « politisation ».

Comme vous le savez, les procédures prévues pour le maintien de la santé des détenus, notamment en cas d'évacuation sanitaire pour un suivi médical et des soins à l'étranger, relèvent purement de la législation en vigueur et des avis médicaux.

Elles doivent être menées dans le cadre humanitaire strict, en dehors de la politisation et de la médiatisation qui, généralement, nuisent et perturbent la sérénité qu'elles nécessitent.

C'est pourquoi, les conclusions des expertises médicales seront décisives et serviront de guide aux autorités concernées, dans toute éventuelle mesure à prendre.

Dans cette perspective, je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, en l'assurance de ma parfaite considération.

Azali Assoumani



Dans une lettre adressée au secrétaire général du parti JUWA, Hassane Ahmed El-Barwane, le Président de l'Union affirme avoir reçu « avec toute l'attention requise » la demande d'évacuation sanitaire de l'ancien chef de l'État, Ahmed Abdallah Mohamed Sambhi. Dès les premières lignes, le chef de l'État indique qu'il « accuse réception » de la correspondance datée du 25 mai 2026, par laquelle il est « très solennellement » sollicité pour faciliter une prise en charge médicale à l'étranger de l'ancien président. Une requête à laquelle il dit accorder « toute la considération nécessaire ». Cependant, le locataire de Beit Salam rappelle que ce type de procédure « relève purement de la législation en vigueur et des avis médicaux ». Il souligne que les décisions liées à la santé des détenus, notamment en cas d'évacuation sani-

taire, doivent impérativement s'inscrire dans un cadre légal strict et reposer sur des expertises médicales rigoureuses.

Dans cette optique, le président insiste sur la nécessité d'un traitement « dans un cadre humanitaire strict », tout en mettant en garde contre « la politisation et la médiatisation » de ce dossier. Selon lui, ces éléments « nuisent et perturbent la sérénité » indispensable à une prise de décision objective. Le chef de l'État précise également que « les conclusions des expertises médicales seront décisives » et serviront de base aux autorités compétentes pour toute éventuelle décision. Une manière de rappeler que l'exécutif ne saurait agir en dehors des mécanismes institutionnels établis. À travers cette réponse, la présidence adopte une position « attentive » à la situation de l'ancien président. Elle dit

éviter toute prise de décision précipitée, en privilégiant une approche fondée sur les « avis médicaux » et les textes en vigueur. Ce courrier vient ainsi clarifier la position du sommet de l'État dans un dossier sensible, où se croisent enjeux humanitaires, juridiques et politiques.

Pour rappel, le 5 mai dernier, le médecin personnel de Sambhi avait été appelé en urgence à la résidence de l'ancien président, son patient ayant été victime d'une crise d'« asthénies généralisées ». Depuis, son état de santé est jugé préoccupant et nécessiterait une évacuation sanitaire à l'étranger. Une requête suivie par une contre-expertise médicale qui a duré plusieurs jours et dont les conclusions devraient être communiquées la semaine dernière au parquet général.

Mohamed Ali Nasra

ARTISANAT :

La FADESIM veut faire rayonner le Made in Comoros

Le 9 juin 2026 à Fomboni, la Fédération des acteurs pour le développement économique et social de l'île de Mwali (FADESIM) a lancé le projet « Promotion de l'artisanat aux Comores », avec l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD). Doté d'une enveloppe de 93,7 millions de francs comoriens, ce programme de deux ans vise à renforcer les filières de la couture, de la broderie et de la cordonnerie, tout en créant des opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes.

À Mohéli, le secteur de l'artisanat s'apprête à franchir une nouvelle étape de son développement. À travers le programme facilité emploi 2, le projet intitulé « Promotion de l'artisanat aux Comores », la FADESIM, structure porteuse de cette initiative, entend insuffler une nouvelle dynamique aux métiers traditionnels de la couture, de la broderie et de la cordonnerie. Ce programme bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement (AFD) et s'inscrit dans les priorités nationales en matière d'emploi et de formation

professionnelle. « D'un montant de 93 747 000 KMF, cette initiative, sera mise en œuvre sur une période de 24 mois » précise le président de la FADESIM Mouayad Salim. « Son objectif principal, dit-il, est de contribuer à la croissance et à la structuration du secteur artisanal en améliorant la compétitivité et la performance des ateliers de couture et de cordonnerie présents dans l'île ».

Le projet, selon les responsables, bénéficiera directement à huit ateliers de couture répartis entre Fomboni, Wanani et Nioumachoi, à deux coopératives féminines spécialisées dans la couture et la broderie à Boigoma et Siry, ainsi qu'à quatre ateliers de cordonnerie implantés à Fomboni et dans la région de Djando. Plusieurs artisans reconnus de l'île figurent parmi les bénéficiaires de ce programme qui vise à préserver et à moderniser le savoir-faire local. « L'accompagnement portera sur la formation technique des apprentis, la fourniture d'équipements modernes tels que des machines à coudre et des machines destinées à la fabrication de chaussures plates, la réhabilitation des ateliers ainsi que le développement du marketing numé-



rique » apprend-t-on. À en croire le Directeur de cabinet du Ministre de l'emploi, une attention particulière sera accordée à la promotion d'une marque nationale baptisée « Made in Comoros », destinée à mieux valoriser les produits artisanaux comoriens sur le marché.

Selon le président de la FADESIM, les résultats attendus sont significatifs. « À l'issue du projet, cinquante apprentis auront été for-

més dans les différents métiers ciblés et trente d'entre eux pourront s'installer à leur propre compte », a-t-il rassuré. Les promoteurs espèrent également une amélioration de la qualité et de la quantité des boubous brodés à la main, des tenues scolaires et des chaussures artisanales produites à Mohéli. Au-delà de l'aspect économique, cette initiative représente une véritable opportunité pour renforcer l'autonomisation des

jeunes et des femmes, tout en préservant un patrimoine artisanal qui constitue l'une des richesses culturelles des Comores. À travers ce projet, Mohéli ambitionne de faire de son artisanat un moteur de développement local et une vitrine du « Made in Comoros ».

Riwad

Transition écologique :

Yas Comores intensifie ses actions de reboisement avec le CNDRS

Dans le cadre de sa stratégie environnementale, Yas Comores poursuit le déploiement de ses initiatives vertes avec une nouvelle opération de reboisement menée en partenariat avec le CNDRS à Itsamia (Mohéli) et Helendje (Ngazidja).

Cette action s'inscrit dans un programme de captation carbone visant à réduire l'empreinte écologique de l'opérateur, tout en soutenant les efforts nationaux de préservation de la biodiversité. Elle illustre la montée en puissance des engagements environnementaux dans le secteur des télécommunications aux Comores.

Acteur engagé dans une politique de Responsabilité Sociétale et Environnementale structurée, Yas Comores déploie progressivement un ensemble d'actions concrètes intégrant les enjeux climatiques dans ses activités. Des campagnes de reboisement aux projets d'accompagnement des communautés locales, l'entreprise adopte une approche globale du développement durable.

La collaboration avec le CNDRS s'inscrit dans cette logique de partenariat stratégique, associant expertise scientifique et moyens opérationnels pour maximiser l'impact des initiatives environnementales. Elle souligne également le rôle croissant des entreprises dans la transition écologique du pays.

À travers cette opération, Yas Comores confirme sa volonté de positionner l'innovation et la connectivité au service d'un développement responsable, contribuant ainsi à la construction d'un modèle économique plus durable et résilient.



CULTURE :

Seda « Mshe Mhaza » à Itsandra

Dans la soirée du 12 juin, à Itsandra, les murs du long couloir du Palais Royal de Gerezani se sont parés des œuvres de Seda Ibrahima Halifa. À l'occasion de l'ouverture de la 5^e édition du Festival International des Arts des Comores (FIBO), organisé par Kam'Art Culture, l'artiste a présenté « Mshe Mhaza », une exposition qui transpose l'oralité comorienne en langage visuel. À travers des compositions aux teintes jaunes et rouges, réalisées en matière collée, elle donne forme aux récits, proverbes et traditions transmis de génération en génération. Entre anda na mila, danses traditionnelles et poésie en shingazidja, Itsandra a célébré une culture vivante où la parole quitte le conte pour s'inscrire sur les murs.

"Mshe Mhaza" puise son inspiration dans le système de croyances, l'oralité et les récits traditionnels comoriens. Le terme renvoie au conte et aux histoires transmises de génération en génération par la parole. Avec cette exposition, Seda Ibrahima Halifa a choisi de traduire cet héritage oral en peinture et en matière. Au Palais Royal de

Gerezani, à Itsandra, le long couloir et les escaliers ont accueilli une foule venue découvrir ses œuvres. Femmes et hommes vêtus de tenues traditionnelles, mais aussi enfants, adolescents et adolescentes, ont pris part au vernissage. Peintre et plasticienne depuis 1997, Seda a présenté ses créations sous le thème « Mshe Mhaza », une invitation à redécouvrir la richesse du patrimoine oral comorien à travers l'art visuel. Sur le mur de gauche, les œuvres étaient exposées. Bannières verticales, matière épaisse, couleurs jaune et rouge dominantes, signes répétés, écritures shikomor intégrées.

Parmi elles, certaines retiennent le regard : une grande forme en bouteille brune sur fond jaune, avec des points blancs en haut comme des yeux, et des chiffres romains alignés en colonne rouge, le contenant du récit selon Seda. Plus loin, une silhouette brune en forme de poire enferme cinq carrés jaunes empilés, chacun marqué d'un signe différent : étoile, traits, grille, crochet. À droite, une colonne de petites mouches blanches traverse la composition, écho aux insectes messagers des contes comoriens. Ailleurs, une figure filiforme porte une tête assemblée de tissu et de métal, entourée d'écritures shikomor, en

arabes et de petits éléments collés, fragments du quotidien entrés dans le mythe. Les hommes et les femmes portaient la tenue de grand mariage arborée lors du cortège où l'on accompagne le mari chez l'épouse. La culture était au rendez-vous au Palais de Gerezani la nuit du 12 juin dernier. Le peintre a souligné que ses œuvres viennent d'un réglage des ordres. Pour le peintre, les ordres sont de l'or : « comme le disait mon frère, dans les ordures il y a de l'or, et de l'or puissant », a-t-il affirmé, sous les applaudissements.

Dans sa déclaration, le plasticien a expliqué qu'il est difficile d'expliquer ses œuvres pour deux raisons majeures : d'abord, ce serait détruire son œuvre, et ensuite, il lui arrive de ne pas savoir lui-même les expliquer. Il a avoué que la création de ses œuvres lui vient souvent d'une image vue dehors, d'une figure humaine, d'une histoire, etc. La lumière était modérée, mais l'ambiance était au rendez-vous. Notables et jeunes hommes ont animé la foule à travers des danses traditionnelles, tandis que les femmes, vêtues de leurs plus beaux chiromanis et étincelles, ont apporté une touche supplémentaire d'élégance et de richesse culturelle à la



célébration. Vers la fin de la soirée, un homme vêtu d'un kandou blanc et coiffé d'un kofia a interprété une poésie en shingazidja. Accompagné par les voix féminines, le poème a pris un rythme à la fois doux et émouvant.

Cette œuvre évoquait la mémoire de la révolte de 1915 en Grande Comore. Elle retraçait les épreuves vécues durant cette période coloniale. Un jeune garçon originaire d'Itsandra s'est approché d'une œuvre représentant le portrait d'une

fillette, agrémentée d'inscriptions arabes. Fasciné, il a confié à l'artiste son souhait d'apprendre le métier de peintre. À ses côtés, son père lui tenait la main. Touché par cet intérêt précoce pour l'art, le peintre lui a promis, en présence de son père, de le contacter lorsqu'il sera à son atelier afin qu'il puisse venir le voir travailler. Rayonnant de joie, le jeune garçon a alors affiché un large sourire.

El-Aniou Fatima



Appel à Manifestation d'Intérêt

N° COI/RECOS/AMI/2026/001

La Commission de l'océan Indien (COI) a reçu un financement de l'Agence française de développement (AFD) et du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre du projet « Résilience des populations et des écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien » (RECOS).

Les Services du Candidat auront pour objet le **APPUYER LA STRUCTURATION ET LA COORDINATION DU RESEAU REGIONAL EN EDUCATION MARINE ET COTIERE (WIO-MCEN)**.

La Commission de l'Océan Indien invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux :

- * Bureaux d'études
- * ONG
- * Consultants individuels
- * ONG et bureau(x) d'études en Groupement

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- * une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres, ou
- * une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- De l'ampleur des marchés ;
- De la nature des Services : Étude de cadrage, animation de réseaux multi-acteurs, mobilisation de ressources (fundraising) ;
- Du domaine et de l'expertise technique : Education relative à l'environnement (ERE), littératie océanique (Ocean Literacy), gestion intégrée des zones côtières (GIZC) ;
- Du contexte géographique : dans la région du Sud-Ouest de l'Océan Indien et avec une maîtrise impérative du français et de l'anglais.

La Commission de l'océan Indien dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être déposées ou envoyées par courriel à l'adresse ci-dessous, pour **le 23 juin 2026 avant 16H00 (heure de Maurice)**.

Secretariat Général de la COI
Projet RECOS
Blue Tower, 4^e étage, rue de l'Institut, Ebène, Maurice
Téléphone: +230 402 61 00
Courriel: smc@coi-ioc.org ; recos@coi-ioc.org ; anfani.msoili@coi-ioc.org

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus, aux heures suivantes : **08H30 – 16H30**.

UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

 MINISTÈRE DES FINANCES DU
 BUDGET ET DU SECTEUR
 BANCAIRE

SECRETARIAT GENERAL



**Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière
(PAGF-SI)**

Unité de Gestion de Projet (UGP)

AFD N° CKM 11 54 01 T

SERVICES DE CONSULTANT**Manifestations d'Intérêt**

Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire de l'Union des Comores a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (l'AFD) pour financer le coût du Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière (PAGF-SI) pour un montant de (10 000 000 euros) et le Ministère a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre de ce présent marché « **Recrutement d'un cabinet pour le suivi et le contrôle des travaux de mise aux normes des 8 sites majeurs du système électrique du Ministère des finances des Comores** ». Les sites concernés se situent dans les îles de Ngazidja, Anjouan et Mohéli.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux cabinets internationaux et/ou nationaux éligibles, disposant d'une expertise multiple dans les domaines ci-après : (i) électricité (Ingénieur en électricité/photovoltaïque) et (ii) bâtiment (Ingénieur génie civil) ; afin d'assurer la mission suivante : le suivi et le contrôle des travaux, en vue de la mise aux normes des 8 sites majeurs du système électrique du Ministère des Finances des Comores. La mise en œuvre de cette activité sera conduite sous la supervision du ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire en liaison avec le DSIC .

L'Unité de Gestion qui est chargée de la mise en œuvre du Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière (PAGF-SI) invite les firmes à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Candidats éligibles intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils peuvent justifier qu'ils possèdent des qualifications requises, les références de prestations récentes et similaire (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc).

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr> .

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- * une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,
- ou
- * une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous traitants.

Les références et qualifications des Sous traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- * De l'ampleur des Marchés : seront notamment considérés les marchés supérieurs à 7 millions de francs comoriens.

- * De la nature des Services : audits électriques, études techniques travaux (en particulier réfection systèmes électriques) et photovoltaïque, etc.

- * Expérience générale : 07 ans au minimum.

- * Expérience spécifique du Consultant dans le domaine : 5 ans au minimum

- * Organisation du consultant : Le candidat doit démontrer au client, son approche d'intervention par rapport aux missions similaires réalisées par une fiche descriptive ou tout autre document faisant référence à son expérience antérieure.

- * Les points forts et les points faibles du consultant (expérience similaire dans la région, avec les partenaires au développement...)

Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière (PAGF-SI) dressera une liste restreinte de 4 quatre à six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels elle adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être envoyées par courrier électronique aux adresses ci-dessous, pour **le 02 Juillet 2026 à 14h30 (heure de Moroni – Comores)**

Email : kawamih.m@pagfsi-km.com / mtitifakri.d@pagfsi-km.com

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures suivantes : **du lundi au jeudi de 8h30 à 16h30 (heure locale) et le vendredi de 08h30 à 12h30 (heure de Moroni – Comores)**

A l'attention du Coordonnateur National du projet PAGF-SI
 Monsieur MOHAMED KAWAMI HOUSSEINI
 Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire
 Place de l'indépendance
 Unité de Gestion du Projet
 Moroni - Union des Comores
 (Bureau ((269) 773 80 67

Email : kawamih.m@pagfsi-km.com , mtitifakri.d@pagfsi-km.com